



Le 12 mars 2021

Projet HERCULE : l'interfédérale auditionnée par la Commission des Affaires Economiques de l'Assemblée Nationale

Les représentants des fédérations représentatives des Industries Électriques et Gazières, FNME-CGT, CFE Énergies, FCE-CFDT et FO Énergie et Mines, ont été auditionnés sur le projet HERCULE, le mercredi 10 mars 2021 par une quarantaine de parlementaires « de tous bords politiques » de la Commission des Affaires Économiques de l'Assemblée Nationale.

Les représentants des fédérations ont tout d'abord présenté leur vision de l'origine de la situation dans laquelle se trouve aujourd'hui l'entreprise et ont demandé qu'un bilan de la dérèglementation du secteur de l'énergie engagée depuis plus de deux décennies soit réalisé afin d'en mesurer les conséquences.

Ils ont rappelé que l'électricité est un bien commun et un produit de première nécessité, un élément clé de l'indépendance énergétique de la France, exigeant un équilibre permanent entre la production et la réponse aux besoins, au travers notamment du rôle prépondérant des réseaux.

Ils ont insisté sur la vocation première d'EDF qui est bien de produire, transporter, distribuer et vendre de l'électricité et non une course aux ENR intermittentes, dans un cadre purement financier et non environnemental.

Ils ont ensuite rappelé et expliqué les éléments de diagnostic partagés. L'ARENH actuel ne permet pas une rémunération suffisante de l'entreprise, qui manque par ailleurs de fonds propres depuis son changement de statut (passage d'EPIC en SA) et dont des milliards d'Euro de dividende ont été versés à l'Etat.

Ils ont également pointé les fragilités du projet Hercule qui mélange des activités régulées et non régulées au sein des nouvelles structures. Ce qui d'une part ne semble pas vraiment compatible avec les traités européens et d'autre part ne peut que conduire à fragiliser ou démanteler le Groupe dans la durée, avec l'entrée d'actionnaires privés dans le capital d'EDF Vert, qui auront des objectifs probablement éloignés de ceux du service public.

Enfin, dernier élément en date, les représentants de l'Interfédérale ont pointé du doigt l'attitude d'EDF qui est en train de se séparer de PHOTOWATT, une filiale en France exclusivement engagée dans les ENR, mais qui ne procurerait pas les résultats financiers attendus par le Groupe. De là à voir dans cet exemple les prémices d'un fonctionnement « post HERCULE »...

Les questions des Députés ont tout à la fois concerné la concurrence et le fonctionnement du marché, la situation financière de l'entreprise, le financement du développement des ENR, l'impact sur le Tarif Réglementé de Vente, la sécurité d'approvisionnement, la qualité de fourniture et de distribution, le dialogue social à l'interne, la pertinence du découpage d'EDF en trois entités et leur étanchéité, l'existence ou non d'un plan B, la mobilité des salariés, les impacts plus globaux sur l'emploi, le statut des IEG...

Les représentants des fédérations se sont alors prêtés au jeu des questions-réponses en intervenant à tour de rôle de manière très pédagogique et de façon complémentaire preuve de la cohésion qui règne au sein de cette interfédérale. Ils ont au passage indiqué ne pas disposer à ce jour d'un quelconque dossier présenté par la Direction ou le Gouvernement, et en être encore dans du « non écrit » sur l'évolution d'EDF, ce qui est plus que problématique au vu des enjeux colossaux qui sont en jeu !

Enfin, sur les alternatives à HERCULE, chaque organisation syndicale a sa propre sensibilité concernant ce qui serait souhaitable ou nécessaire pour EDF : les très grandes lignes ont été évoquées (retour à l'EPIC, SIEG européen de l'énergie, recapitalisation ...) afin de démontrer qu'Hercule n'est pas LA solution unique aux problèmes d'EDF, ce que les Députés ont visiblement bien compris.

**Une audition qui a fait avancer la connaissance du dossier par les élus de la Nation,
des élus particulièrement mobilisés pour bâtir démocratiquement l'avenir d'EDF.**